

RÉSOLUTION UNANIME DU 8^e CONGRÈS DE LA FILPAC CGT

En janvier dernier, un sentiment d'effroi et de stupeur avait traversé notre pays. Vendredi 13 novembre, ce sont des actes ignobles qui ont frappé la France. Notre congrès condamne sans appel et sans détour ce déferlement de violence inhumaine qui frappe également les peuples de nombreux pays.

Ces deux attentats nous rappellent que, dans la guerre, la seule victime c'est le peuple, ce sont les nôtres et il nous faut dénoncer dans le même temps les origines de ce mal que sont les politiques impérialistes que mènent les gouvernements français dans le sillage de l'OTAN et des USA depuis plusieurs années, notamment au Mali, en Lybie, en Irak et en Syrie. Elles ont engendré un véritable chaos dans toute une région.

Il faut combattre sans équivoque le terrorisme, celui de Daesh et d'autres organisations mais nous n'acceptons pas l'instrumentalisation de nos morts pour renforcer un type de guerre, dite préventive, des bombardements sans déclaration de guerre, en tout point du Globe dont nous connaissons déjà sa propension à produire des terroristes. Nous rejetons une unité nationale consistant à se blottir derrière un chef providentiel et lui aliéner les libertés, pour qu'il nous mène à une guerre qui ne nous débarrassera pas de la bête terroriste. Un des moyens de lutte contre le caractère attractif des organisations de type Daesh – car elles attirent – consiste à saper le terrain au désespoir social, à la perte de sens d'une société à tel point inégale et inhumaine. Si la réponse au terrorisme ignore la question sociale, le vivre ensemble et ses moyens, alors l'état d'exception deviendra la règle permettant à l'exécutif de s'affranchir de la souveraineté nationale, nous entraînant ainsi vers une forme de totalitarisme.

Rejetant l'austérité à perpétuité, le congrès de la Filpac CGT place au centre de sa démarche la solidarité, requise par les luttes en cours et à venir. Les revendications sont partout les mêmes ou

semblables : sous-effectifs, surtravail, horaires déments... et mépris de la direction. Les patrons ou les directeurs licencient ou suppriment des postes et font faire un travail semblable ou plus important à des salariés moins nombreux.

Avec une charge de travail répartie entre le moins de salariés possible, l'ambiance au travail se dégrade en conséquence. Pour faire accepter le surplus de travail, des méthodes de pressions, de harcèlement, sont utilisées, dégoûtant, divisant, brisant les salariés qui sont sous la menace d'être poussés vers la sortie et le chômage.

Face à cela, au lieu de subir en silence, les grèves sur les conditions de travail dénoncent de plus en plus publiquement, explicitement, ouvertement cette souffrance au travail, cette maltraitance au travail. La détermination dont font preuve nos camarades dans les luttes menées nous rappelle à quel point sont actuels le combat et l'engagement syndical et sont le drapeau de l'engagement de notre congrès.

Ce genre de luttes dérange ceux qui jouent perdantes tant la CGT que l'action collective. Ceux qui lâchent la cause des salariés et des populations au profit d'intérêts d'appareils autonomes par rapport à l'intérêt général. Ceux qui croient dans cette illusion de l'avenir d'un syndicalisme institutionnalisé qui n'aurait comme unique fonction celle de figurants dociles dans le spectacle du dialogue social organisé pour l'ordre patronal par le MEDEF.

Ne doutons pas que c'est la lutte qui porte les germes de l'avenir. C'est là, pour aider mais aussi pour faire émerger ces potentialités comme des

La détermination dont font preuve nos camarades dans les luttes menées, nous rappelle à quel point sont actuels le combat et l'engagement syndical.

Le congrès décide de porter la solidarité comme le premier élément de la résistance à l'entreprise de déshumanisation opérée par le système capitaliste.

facteurs de convergences et de rassemblement que nous devons être. Là se trouve le syndicalisme que nous voulons forger, celui de la solidarité.

Le congrès décide de porter la solidarité comme le premier élément de la résistance à l'entreprise de déshumanisation opérée par le système capitaliste.

Le congrès affirme le pacte qui lie chaque syndiqué, chaque militant attaqué, réprimé, menacé, chaque lutte menée en quelque lieu que ce soit doivent pouvoir compter sur cette tâche absolument prioritaire qu'est l'expression concrète de la solidarité sous toutes ses formes.

Le congrès des syndicats de la Filpac Cgt participe à la construction d'un vaste mouvement et une mobilisation contre la loi Macron 2, telle qu'elle résulterait des menées libérales du gouvernement et du patronat.

Le verrou que le gouvernement et le patronat veulent faire sauter, c'est la faculté des travailleurs à être représentés par des syndicats indépendants qui inscrivent leurs actions au compte de survie prioritaire des emplois et des filières professionnelles. C'est la notion de convention collective couvrant le contrat de travail qui est en jeu, parce que la grande transformation libéralo-numérique réclame la destruction massive des emplois et de « promouvoir l'essaimage digital des salariés », notamment par la destruction du Code du travail et des éléments du statut du travail salarié.

Le congrès adopte la plate-forme revendicative suivante, qui combine la défense du droit et l'intégration des nouvelles formes de travail aux principes collectifs du droit précédent.

La Filpac CGT

- **se prononce** pour l'instauration de l'urgence sociale.
 - **rejette totalement la destruction du droit social actuel** et exige des droits syndicaux nouveaux. S'il doit apparaître de nouvelles formes d'emplois, qu'elles s'intègrent dans la légalité du droit social actuel. C'est bien le statut du travail salarié qu'il faut étendre aux travailleurs précaires, et non précariser le Travail entier au nom de l'entrepreneur nomade.
 - **combat la concurrence entre salariés** et s'oppose à la disparition du cadre légal remplacé par de la précarité. La charge de travail, même numérique, doit être mesurée à l'entreprise et délimitée par un contrat de travail.
 - **s'engage en faveur de la défense des conventions collectives** et se prononce pour une lutte sans merci contre l'évasion et la fraude fiscale qui ruinent les budgets nationaux et les services publics.
 - **s'oppose au mensonge d'État** qui présente le Code du Travail comme fauteur de chômage, et l'ensemble des lois sociales comme archaïques, s'opposant à la modernité du numérique. Au contraire, le numérique est une formidable opportunité de rassemblement de tous les salariés autour d'objectifs communs. L'un d'entre eux consiste à défendre et promouvoir la Sécurité sociale sous tous ses aspects, en l'étendant au revenu même du Travail.
 - **est opposée à la réduction du salarié à son compte individuel d'activité**, défend la Sécurité sociale et le contrat de travail, générateur de cotisations sociales qui en assurent la pérennité.
- De la même manière que le congrès de la Filpac CGT détermine une orientation contre l'union nationale pour la guerre dans le cadre de l'État d'exception permanente derrière Hollande, il confirme le refus de l'union sacrée avec le patronat dans la guerre économique livrée sur le terrain de la concurrence mondialisée.
- **appelle à toutes les formes de mobilisation** pour participer à la journée d'actions interprofessionnelles du mercredi 2 décembre contre la criminalisation de l'action syndicale en soutien à nos camarades d'Air France, pour la défense de nos libertés, l'expression de nos revendications et contre tous les reculs sociaux. Le congrès estime de son devoir de contribuer à rassembler toutes celles et tous ceux qui pensent et agissent en faveur d'une alternative au capitalisme. ●